

Châteaulin, le 20 FEV. 2014

**Compte-rendu de la réunion de la Commission de Suivi de Site Nobelsport
organisée le 4 février 2014**

Assistaient à cette réunion présidée par Mme Dominique Consille, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin:

- M. Roger Méllouet, maire de Pont de Buis
- M. Daniel Gervot, représentant la Communauté de Communes de l'Aulne Maritime
- M. Jean-Pierre Guiavarch, directeur de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis
- M. Cyrille Cousin, directeur adjoint de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis
- M. Sébastien Letexier, responsable hygiène sécurité environnement de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis
- M. Michel Quéffelec, riverain
- M. Jean-Claude Beurrier, riverain
- M. Jean-Pierre Nuret, responsable hygiène sécurité environnement de la Société Livbag
- M. Jérémie Palud, membre du CHSCT de Nobelsport
- M. Didier Flégéo, membre du CHSCT de Nobelsport
- Chef d'escadron Jérôme Martin, commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Châteaulin
- Major Gilles Rault, commandant par suppléance de la communauté de brigades de gendarmerie de Châteaulin
- Capitaine Michel Le Bras, chef du service prévision du SDIS 29
- Mme Monique Guillemot-Riou, directrice adjointe de l'unité territoriale du Finistère de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi;
- Dr Gwenaëlle Conan, médecin de santé publique à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé ;
- M. Etienne Péquériau, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement à l'unité territoriale du Finistère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Mme Marie-José Fontaine du pôle de l'animation des politiques de sécurité à la sous-préfecture de Châteaulin.

Absents excusés

- M. Jacques Gouérou, conseiller général
- M. Florian Riou, chargé de planification de secours et de défense au service interministériel de défense et de protection civiles à la préfecture du Finistère ;
- M. Jean-Marc Colin, service risque et sécurité de la direction départementale des territoires et de la mer

~~~~~

Après avoir remercié les personnes présentes de leur participation à cette commission de suivi de site (CSS) Mme la sous-préfète en précise l'ordre du jour :

- Présentation du bilan du système de gestion de la sécurité (SGS) et des évolutions du site depuis la dernière CSS ;
- Présentation de l'actualité réglementaire du site ;
- Rappel des principaux enseignements du PPI approuvé en 2012.

Elle précise qu'à la demande de M. Quéffelec, membre du bureau de la CSS, les conséquences des intempéries de la fin 2013 et du début 2014 sur le site Nobelsport de Pont de Buis seront également évoquées.

## I – PRESENTATION DU BILAN SGS (SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE) ET DES EVOLUTIONS DU SITE (cf. annexe 1)

*Intervenant M. Guiavarc'h, directeur de l'établissement*

M. Guiavarc'h indique que le bilan de gestion de la sécurité (SGS) du groupe Nobelsport a été structuré selon les neuf thèmes imposés par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### 1. Politique de Prévention des Accidents Majeurs

Les objectifs 2013 sont atteints : aucun accident majeur n'est à déplorer sur le site et 10 audits de direction, à raison d'un par mois, sauf en août et en juillet, ont été réalisés.

### 2. Organisation - Formation

M. Guiavarc'h présente le nouvel organigramme de l'établissement en soulignant l'arrivée de M. Cousin au poste de directeur adjoint du site et le remplacement de M. Le Vouédec par M. Delalande en qualité de responsable du service « fabrication poudres/maintenance »

524 heures de formation ont été délivrées en matière de sécurité. Ce chiffre est en progression par rapport à l'année 2012 (397 heures).

680 heures de formation interne ont par ailleurs été dispensées. Prenant l'exemple de la formation à la conduite de chariots, M. Guiavarc'h précise que si les personnes recrutées sont obligatoirement titulaires du CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité), une formation à l'apprentissage des circuits à emprunter sur le site et aux règles de sécurité à respecter en raison des produits transportés leur est dispensée avant délivrance de l'autorisation de conduite.

### 3. Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs

Au titre de sa révision quinquennale, une nouvelle étude de dangers (EDD) du site doit être adressée à la DREAL pour la fin mars 2014. M. Guiavarc'h précise qu'elle reprendra les scénarii identifiés et pris en compte dans le Plan Particulier de Risques Technologiques (PPRT) et dans le Plan de Prévention des risques (PPI).

*M. Péquériau souligne que l'EDD initiale a été adressée à la DREAL en août 2005. Toutefois, compte-tenu des compléments d'études demandés, il a été convenu que le délai de révision de l'étude ne part qu'à compter de la date où l'ensemble des documents attendus a été jugé recevable. Dans le cas présent, l'EDD Nobelsport était complète en 2009.*

### 4. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

3 revues de procédures ont été revues en 2014. Elles portent sur la gestion des déchets, des eaux industrielles et sur les vérifications périodiques des éléments de sécurité sur les zones de production. Pour cela, chaque mois, des audits ont été réalisés avec étude préalable du dossier en salle suivie de vérifications des procédures sur le terrain.

Des évolutions de procédés ont également été menées. Les principales sont :

- La mise au point de la fabrication de poudre de tir avec filière double trou. M. Guiavarc'h explique que ce nouvel équipement qui permet la gélatinisation du produit a été mis en place afin de mieux maîtriser le procédé utilisé et de permettre l'augmentation de la capacité de production de la poudre de chasse sur les 2 bi-vis avec viabilisation des équipements associés.
- La mise en place depuis fin décembre 2013, après une étude menée par « Santé Travail Iroise », d'un robot pour la manutention dans le bâtiment 429. Ce robot permet aujourd'hui le chargement et le déchargement des fûts à la tour de mélange.
- La mise en place d'un transfert hydraulique des poudres entre les bi-vis et l'atelier de séchage. M. Guiavarc'h souligne que ce nouveau mode de transfert sera opérationnel fin février 2014 et remplacera le transport par chariot élévateur qui se fait actuellement d'un bâtiment à l'autre.

A noter également la mise en service de 2 chariots élévateurs neufs, la réfection des pistes et la suppression des 2 dernières cuves de fioul lourd (le site utilise du gaz depuis 2001 et du fuel léger en moyen de substitution).

M. Guiavarc'h souligne par ailleurs que la campagne d'abattage d'arbres pour la sécurisation du site en cas de coup de vent qui a débuté depuis 2007 a continué durant l'été 2013, notamment par un gros déboisement notamment autour des lignes ERDF qui passent le long du site route de Brest et près des riverains au niveau du Pont Neuf. Il observe que les derniers événements climatiques ont montré la réelle nécessité de cette opération.

#### 5. Gestion des modifications

4 Etudes de sécurité du travail (E S T) ont été ou sont en cours de mises à jour :

- l' E S T concernant la fabrication de poudre granulées, séchage et encaissage (bât 070/071/072/074/075) a été approuvée ;
- l'étude « décontamination et démolition de l'ancienne distillerie » (bât 334) va être adressée à la DIRECCTE dans le courant de la semaine n°7 ;
- l'étude relative au séchage et au graphitage des poudres (bât 741/742/752/753/754) est en cours de finalisation
- l'étude portant sur le mélange des poudres (bât 429/420) est en cours.

5 analyses de sécurité du travail ont été réalisées afin de vérifier l'évolution ou la non-évolution de la modification du procédé pyrotechnique ainsi que 54 plans de préventions destinés aux entreprises extérieures qui interviennent sur le site.

La procédure de cessation partielle d'activité du site a été finalisée.

#### 6. Gestion des situations d'urgence

19 exercices internes, soit un toutes les deux semaines, sont organisés avec le service sécurité et les équipiers de seconde intervention pour gagner en technicité et rapidité. La mise à jour du POI (Plan d'Opération Interne) a été réalisée. Un exercice POI s'est déroulé le 16 novembre 2013. M. Guiavarc'h souligne l'importance des échanges avec les services du SDIS lors de ce type d'exercice.

#### 7. Gestion du retour d'expérience :

La politique de sécurité se poursuit avec enregistrement des incidents et accidents au travers des fiches d'Analyse des Causes et des Conséquences des Incidents et des Accidents (ACACIA). En 2013, 129 fiches ACACIA ont été rédigées contre 85 en 2012.

M. Guiavarc'h observe que l'augmentation du nombre de fiche pourrait être le signe d'une mauvaise gestion du point de vue de la sécurité de l'établissement. En 2013, seul un incident pyrotechnique est à déplorer (combustion de résidus de nitrocellulose suite à une intervention de meulage). L'augmentation du nombre de fiches ACACIA démontre donc pour M. Guiavarc'h que les formations dispensées au personnel le sensibilisent à la politique de prévention mise en œuvre dans l'entreprise.

Il rappelle que l'analyse des incidents et les actions à mettre en œuvre se font en concertation avec le CHSCT. Il cite à titre d'exemple la sensibilisation du personnel au port d'un équipement de protection individuel qui doit être opérationnel et sans date de péremption dépassée.

#### 8. Contrôle du Système de gestion de la sécurité

Outre les 10 audits internes, Nobelsport a fait l'objet :

- ✓ de divers audits externes : inspections de la DREAL les 6 février et 12 décembre 2013, visites du sous-préfet de l'arrondissement de Châteaulin en janvier, mai et octobre 2013 ;
- ✓ de 2 réunions du comité consultatif sécurité de Nobelsport qui fait le point sur l'ensemble de la réglementation applicable à l'activité du groupe et détermine sa politique ;
- ✓ d'une revue annuelle de direction le 8 janvier 2014 .

En conclusion, M. Guiavarc'h déclare que l'établissement poursuit son plan de modernisation, de renforcement de la maintenance préventive des équipements, qui pour certains prennent de l'âge, sa gestion des zones ATEX (zones à atmosphère explosive) en se dotant de nouveaux équipements plus adaptés au process utilisé et la mise en œuvre de son plan de formation en matière sécurité.

#### *Réactions à l'exposé de M. Guiavarc'h*

*Mme la sous-préfète souhaite connaître le nombre d'heures de formation consacrées au personnel intérimaire.*

M. Guiavarc'h précise qu'outre les 4 heures de formation sécurité dispensées à chaque employé, une personne en intérim suit une formation de 15 jours durant laquelle elle doit assimiler les circuits à emprunter sur le site et les procédures de sécurité. Au bout de ce laps de temps, la personne est habilitée si son formateur juge qu'elle a acquis les connaissances requises. Dans le cas contraire, le délai de formation est prolongé.

Il ajoute en réponse à Mme la sous-préfète qu'environ 15 intérimaires travaillent sur le site. Ce chiffre varie en fonction des besoins de production.

*Mme Guillemot-Riou demande que dans les prochains bilans SGS Nobelsport identifie la DIRECCTE comme l'autorité administrative chargée d'approuver les études de sécurité du travail.*

M. Guiavarc'h indique qu'il prendra en compte cette remarque.

#### **II – ACTUALITE REGLEMENTAIRE DU SITE** (cf. annexe 2)

*Intervenant M. Péquériau, inspecteur des installations classées à la DREAL*

M. Péquériau rappelle que le site est classé Seveso AS/SH (AS = autorisation avec servitudes - SH = seuil haut), pour la fabrication et le stockage de poudres.

Le site est soumis aux rubriques :

- 1310 (fabrication de poudres, explosifs et autres produits explosifs)
- 1311 (stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs)
- 2793 (traitement de déchets de produits explosifs) (nouvelle rubrique).

900 tonnes de matière active sont potentiellement présentes sur le site de Pont de Buis.

#### **Inspections réalisées depuis la dernière CSS**

Elles sont au nombre de deux :

① **une inspection le 6 février 2013** portant sur :

- le « système de gestion de la sécurité » afin de contrôler la maîtrise des procédés et la gestion du retour d'expérience ;
- le suivi du stock de nitrocellulose humide qui est une des matières premières de base sur le site ;
- la traçabilité et le contrôle des produits ;
- la prise en compte du retour d'expérience.

Il ressort de cette inspection que l'arrêté préfectoral d'autorisation est globalement respecté.

Les deux remarques faites à Nobelsport portent sur :

- le contrôle visuel des emballages qui n'est pas spécifié bien que prévu par l'arrêté préfectoral et sur les actions à mener en cas de non-conformité, qui ne sont pas définies ;
- un retour d'expérience international à perfectionner dans l'intérêt de Nobelsport sachant comme le précise M. Péquériau qu'il est parfois difficile d'avoir des retours d'incident de sites militaires par exemple.

Elles ont fait l'objet d'une réponse de l'exploitant à la DREAL le 16 juillet 2013.

M. Péquériau ajoute que lors de l'inspection, un point sur la cessation d'activité de l'ancienne entrée était prévu. Faute de temps il n'a pu se faire. Aussi, à la demande de la DREAL, Nobelsport a transmis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 à M. le Préfet, un courrier indiquant que les travaux de remise en état des bâtiments de l'ancienne entrée étaient effectifs.

② **une inspection approfondie le 12 décembre 2013**, menée en binôme avec le niveau régional de la DREAL.

Elle avait pour objet :

- de contrôler le programme de surveillance, les visites d'inspection et les mesures de prévention du vieillissement des installations, notamment des cuves de stockage. Il en ressort que le programme est bien mis en place mais que son formalisme et sa traçabilité sont à améliorer.
- le récolement de la remise en état de l'ancienne entrée.

M. Péquériau précise que le rapport de cette inspection est en cours de transmission au préfet.

### **Abrogation du polygone d'isolement**

Ce point a été abordé de nombreuses fois en réunion. En effet, comme le rappelle M. Péquériau, le maintien du polygone d'isolement instauré pour le site par décret du 27 octobre 1934 était mal compris depuis l'approbation, le 30 décembre 2010, du PPRT, d'autant que Nobelsport n'a plus d'activité militaire.

Par décret du 26 juin 2013 ce polygone a été abrogé et la maîtrise de l'urbanisation autour du site relève désormais du PPRT approuvé.

### **Garanties financières**

M. Péquériau rappelle qu'en application de l'article R 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit provisionner une certaine somme destinée à assurer la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident, mais aussi depuis mai 2012 en cas de cessation d'activité. La mise en place de ces garanties est exigée avant le 1er juillet 2014.

Au stade actuel du dossier la DREAL étudie la proposition de calcul modifiée qui lui a été transmise le 20 décembre 2013 par l'exploitant après un premier échange.

### **Directives IED (Industrial Emission Directive)**

M. Péquériau souligne que cette circulaire européenne sur la prévention des pollutions industrielles ne devrait, a priori, pas impacter Nobelsport.

### **Nouvelle rubrique 2793 (traitement de déchets de produits explosifs)**

Cette nouvelle rubrique remplace l'ancienne rubrique 1313 (et avant 167c), elle est applicable à Nobelsport. Le tableau de classement du site sera actualisé en conséquence courant 2014.

### **Demande d'extension de la capacité de production.**

En septembre 2013, Nobelsport a présenté une demande d'extension de sa capacité de production. M. Péquériau précise que des compléments au dossier déposé ont été réclamés à l'exploitant.

*M. Guivarc'h souligne que la constitution du dossier à produire à M. le préfet est en bonne voie.*

M. Péquériau conclut son exposé en indiquant que l'ensemble des évolutions du site (garanties financières - Directives IED - cessation d'activité de l'ancienne entrée - nouvelle rubrique 2793 - extension de la capacité de production) fera l'objet d'un rapport global et d'un nouvel arrêté préfectoral consolidé courant 2014.

### **Réactions à l'exposé de M. Péquériau**

*Mme la sous-préfète souligne le sérieux du suivi par la DREAL de l'aspect réglementaire du site.*

*M. le maire demande comment se traduira du point de vue tonnage de poudre l'extension de la capacité de production présentée par Nobelsport.*

M. Guivarc'h explique que Nobelsport a demandé que sa capacité annuelle actuelle de production qui est de 2000 tonnes passe à 2500 tonnes. Cette augmentation est liée à de nouveaux marchés acquis aux USA et en Europe de l'Est. Il souligne que le site de Pont de Buis est en capacité de

produire cette quantité de produit et va compléter son dossier sur les aspects sécurité et sûreté du site mais également bruit et nombre de camions qui se rajouteront au transit routier actuel.

M. le maire rappelle que les camions empruntent le VC 4 et se soucie de l'augmentation du passage des camions sur sa commune et sur le site.

M. Guiavarc'h souligne que les camions arrivent de la voie express pour entrer sur le site par l'entrée principale de Nobelsport, soit au Nord de l'établissement pour se diriger vers le site de stockage. L'augmentation du transit routier aura donc très peu de répercussion sur le site Nobelsport et sur la commune.

Mme la sous-préfète relève la satisfaction qu'il convient d'avoir sur le développement du site Nobelsport de Pont de Buis dans un contexte économique délicat. Elle met par ailleurs l'accent sur le souci d'accompagnement de l'entreprise qui doit être l'affaire de tous d'autant que la compétence de la Société Nobelsport et son expertise sont reconnus dans le domaine qu'elle exerce.

Mme Guillemot-Riou observe que « développement » va de pair avec « actions de prévention et moyens humains » à mettre en œuvre. Elle souhaite donc connaître les mesures qui seront prises en matière d'intégration du personnel dans le cadre de cette extension d'activité.

M. Guiavarc'h lui précise que le chiffrage des actions (techniques, modifications de process, formations...) figure dans le document qui a été transmis à tous les membres de la CSS. Pour ce qui concerne le recrutement du personnel il se fera dans le temps.

Mme Guillemot-Riou indique que la DIRECCTE sera vigilante quant aux actions menées.

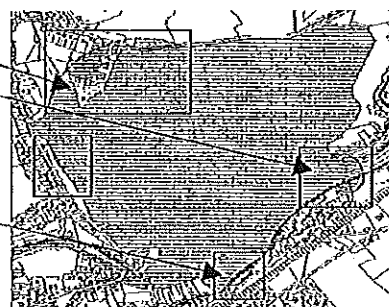
### III – RAPPEL SUR LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU PPI (cf. annexe 3)

*Intervenant M. Péquériau par délégation du SIDPC*

Après avoir rappelé le contexte juridique actuel des plans d'urgence, M. Péquériau souligne que Nobelsport est doté d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI) en raison de sa classification SEVESO II seuil haut. Ce plan de secours, approuvé le 3 avril 2012, est destiné à faire face aux accidents majeurs qui produiraient des effets à l'extérieur de l'établissement.

Le PPI Nobelsport prend en compte 3 scénarii à cinétique rapide :

- \* l'explosion dépôt de poudre noire (350 m de rayon – Nord-Ouest)
- \* l'explosion type VCE<sup>1</sup> du ciel gazeux de la citerne de solvants (80 m Est)
- \* la fuite de la canalisation de gaz avec UVCE<sup>2</sup> (60 m- S-E)



Le périmètre du PPI coïncide avec celui du PPRT et prend en compte le seuil de surpression supérieure ou égale à 20 millibars (seuil correspondant au risque de bris de vitres).



<sup>1</sup> VCE : explosion d'un nuage gazeux en milieu confiné

<sup>2</sup> UVCE : explosion en milieu confiné

Le PPI est le plus souvent, mais pas nécessairement précédé par un déclenchement par l'exploitant de son POI (Plan d'opération interne). Le PPI est alors déclenché dès que la situation devient critique et que le sinistre sort des limites de l'établissement.

Il est mis en oeuvre sur décision du préfet après que l'exploitant l'ait alerté. Le préfet devient alors directeur des opérations de secours (DOS).

M. Péquériau souligne qu'en cas d'urgence, notamment en cas d'occurrence d'un scénario PPI imminent, l'exploitant doit prendre immédiatement les mesures d'urgence qui s'imposent sans attendre l'activation du PPI par le préfet : déclencher sa sirène PPI pour alerter la population et les personnels et en parallèle alerter le SDIS, le Préfet, le maire et la Sté Livbag, principale voisine du site qui a également une activité pyrotechnique.

Dans le périmètre enveloppe du PPI, les enjeux principaux englobent :

- Nobelsport et Livbag soit 490 personnes;
- 9 maisons individuelles (1 au N-O ; 8 au S-E) soit une population de 30 personnes ;
- 2 abris de jardins en plaque béton ;
- deux tronçons (2 x 130 m) de la RD 770 joignant Pont de Buis au Faou et un tronçon (250 m) de la route du Beuzit, devant l'établissement Livbag ;
- une zone boisée.

M. Péquériau rappelle qu'aussitôt avertie, la population doit se confiner, s'éloigner des vitrages des habitations et se mettre à l'écoute de la radio France Bleu Breiz Izel.

M. Péquériau précise que le PPI Nobelsport approuvé le 3 avril 2012 est valable 3 ans. La nouvelle étude de dangers produite par l'exploitant en mars 2014 fera l'objet d'un rapport de la DREAL qui pourra déboucher sur une mise à jour du PPI, mais sans forcément augmenter la zone enveloppe.

Il ajoute que le SIDPC prévoit en 2014 un exercice POI/PPI dont les enseignements serviront à actualiser les deux plans de secours que sont le POI et le PPI.

*Mme Guillemot-Riou demande comment est estimé le nombre de 490 personnes dans le PPI.*

M. Guiavarc'h répond qu'il s'agit d'une estimation de personnes présentes.

*Mme la sous-préfète interroge M. le maire sur l'information des personnes concernées par le risque et sur les inquiétudes ressenties au sein de la population.*

M. Méllouet précise que les informations ont été largement diffusées. Il n'en reste pas moins convaincu, compte-tenu des mouvements constants de la population sur sa commune, que les habitants ne sont pas tous informés des risques et des consignes en cas de déclenchement du PPI.

La révision du PPI sera une bonne manière de faire un rappel sur les consignes de sécurité à respecter.

M. Guiavarc'h souligne qu'il a très souvent des échanges avec M. Quéffellec qui lui relaie les questions de riverains sur l'activité du site.

*M. le maire regrette qu'une journée porte ouverte du site ne puisse être organisée comme cela s'est déjà fait dans le passé.*

M. Guiavarc'h souligne qu'une telle opération serait lourde à mettre en place puisqu'elle imposerait une étude de sécurité du travail avec un circuit de visite. Il n'est pas opposé à recevoir 3 ou 4 personnes qui voudraient visiter le site surtout si en qualité de nouveaux arrivants dans la commune elles s'interrogent sur les risques potentiels.

*Mme la sous-préfète souhaite savoir comment sont informés les nouveaux habitants.*

M. le maire lui précise que l'urbanisation se fait plutôt sur une partie de la commune située à l'opposé du site Nobelsport et souligne que normalement les notaires doivent informer les propriétaires ou locataires de biens du risque technologique qui existe sur une commune.

M. Péquériau souligne qu'il convient de diffuser la plaquette d'information du PPI à minima lors de la révision mais que le périmètre enveloppe ne comporte que Livbag et 9 maisons dont il est normalement facile de savoir si elles changent de propriétaires ou de locataires. Dans un tel cas, la mairie leur diffuse un exemplaire de la plaquette d'information PPI. Il ajoute que les exercices peuvent également être relayés dans les bulletins municipaux.

#### **IV – LES CONSEQUENCES DES INTEMPERIES DE FIN 2013 ET DEBUT 2014 SUR LE SITE NOBELSPORT DE PONT DE BUIS**

M. Guiavarc'h indique que les événements météorologiques de fin 2013 ont eu peu de conséquences sur le site Nobelsport. Seuls quelques arbres ont été couchés par le vent avec peu de répercussions et une toiture (bât 451 "stockage de fûts vides) a été abîmée (décollement de quelques plaques de toiture remises en place progressivement).

M. Guiavarc'h souligne que la procédure consistant à faire depuis 2007 une campagne de coupe d'arbres annuellement près de bâtiments choisis prioritairement ( 12 000 euros/an) n'est pas sans résultat sur la sécurité du site. Il ajoute qu'en 2013, avec l'aide de la SNPE, le budget alloué à cette campagne d'abattage a été exceptionnellement dépassé puisqu'il a atteint 54.000 euros.

Le 24 décembre 2013, pas plus qu'au cours de la 1<sup>ère</sup> semaine de janvier 2014, la Douphine qui était à la limite du débordement n'est pas sortie de son lit. Des mesures préventives concernant les équipements avaient été prises en vue d'éventuelles inondations par les services techniques et de fabrication.

La situation a été suivie de près par le cadre de permanence et par la Direction (alternativement par M. Guiavarc'h et par M. Cousin).

M. Guiavarc'h précise qu'un niveau maximal atteint de 12,25 m a été consigné dans le registre du barrage. Il souligne que l'eau n'est pas passée sur la passerelle du barrage.

Lors de ces épisodes de fortes pluies, le niveau d'état de vigilance est toujours resté au niveau zéro, ce qui signifie que le niveau d'eau dans la retenue du barrage n'a jamais dépassé la cote de 12,4 m conformément aux consignes de surveillance décrites dans le dossier d'ouvrage du barrage.

M. Guiavarc'h ajoute qu'aucun dégât sur l'ouvrage n'a été constaté.

Durant le 1<sup>er</sup> week-end de février 2014, des fûts et des sacs avaient été préventivement enlevés le long de la Douphine qui n'a au final pas subi de débordements. Par ailleurs, en cas de besoin, une coupure électrique avait été anticipée (alimentation électrique de l'usine par le groupe électrogène).

4 personnes, dont un cadre, étaient d'astreinte durant ce nouvel épisode météorologique.

M. Guiavarc'h indique qu'il a rendu compte par courriel à la DREAL des mesures mises en œuvre.

*M. Quéffelec, membre du bureau de la CSS qui avait demandé le rajout de ce point à l'ordre du jour de la réunion déclare être satisfait des précisions fournies par l'exploitant.*

*Mme la sous-préfète observe qu'il reste encore des bâtiments le long de la zone inondable et demande comment s'effectue la surveillance de la montée des eaux.*

M. Guiavarc'h explique qu'effectivement au « poste 2 », un transformateur est sécurisé car il se trouve en zone inondable. Il précise que la surveillance du site se fait par le biais de rondes du surveillant et du cadre de permanence et qu'une sonde existe dans le poste 2 qui déclenche une alerte au poste de garde en cas de montée des eaux. Par ailleurs, la pisciculture située en amont du site avec laquelle Nobelsport est en relation est un excellent indicateur de la montée des eaux.

#### **V- QUESTIONS DIVERSES**

M. le maire aborde la question de couverture téléphonique de sa commune.



M. Guiavarc'h précise que suite à l'exercice PPI de 2012, Nobelsport a fait l'achat de nouveaux talkies-walkies les anciens ayant montré leurs limites. Par ailleurs une nouvelle antenne de téléphonie du groupe Orange a été installée sur un des pylônes du stade de football. Depuis août 2013 sa couverture est optimale.

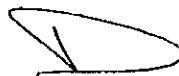
Le capitaine Le Bras rappelle que le SDIS utilise son propre réseau de communications dans le cas d'exercice ou de déclenchement de PPI.

~~~~~

Après avoir rappelé l'importance des moyens de communications en gestion de crise, Mme la sous-préfète remercie les participants de la CSS.

La séance est levée à 10 heures 30.

LA SOUS-PRÉFÈTE de CHATEAULIN



Dominique CONSILLE